

ABSURDITÉ DU PRODUCTIVISME ET DES GASPILLAGES

Pour une société de décroissance

Mot d'ordre des gouvernements de gauche comme de droite, objectif affiché de la plupart des mouvements altermondialistes, la croissance constitue-t-elle un piège ? Fondée sur l'accumulation des richesses, elle est destructrice de la nature et génératrice d'inégalités sociales. « Durable » ou « soutenable », elle demeure dévoreuse du bien-être. C'est donc à la décroissance qu'il faut travailler : à une société fondée sur la qualité plutôt que sur la quantité, sur la coopération plutôt que la compétition, à une humanité libérée de l'économisme se donnant la justice sociale comme objectif.

Par SERGE LATOUCHE

Professeur émérite d'économie de l'université de Paris-Sud, président de la Ligne d'horizon (association des amis de François Partant). Dernier ouvrage publié : *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Editions Mille et une nuits, Paris, 2004.

« Car ce sera une satisfaction parfaitement positive que de manger des aliments sains, d'avoir moins de bruit, d'être dans un environnement équilibré, de ne plus subir de contraintes de circulation, etc. »

Jacques Ellul (1)

Le 14 février 2002, à Silver Spring, devant les responsables américains de la météorologie, M. George W. Bush déclarait : *« Parce qu'elle est la clef du progrès environnemental, parce qu'elle fournit les ressources permettant d'investir dans les technologies propres, la croissance est la solution, non le problème. (2) »* Dans le fond, cette position est largement partagée par la gauche, y compris par de nombreux altermondialistes qui considèrent que la croissance est aussi la solution du problème social en créant des emplois et en favorisant une répartition plus équitable.

Ainsi, par exemple, Fabrice Nicolino, chroniqueur écologique de l'hebdomadaire parisien *Politis*, proche de la mouvance altermondialiste, a récemment quitté ce journal au terme d'un conflit interne provoqué par... la réforme des retraites. Le débat qui s'en est suivi est révélateur du malaise de la gauche (3). La raison du conflit, estime un lecteur, est sans doute d'*« oser aller à l'encontre d'une sorte de pensée unique, commune à presque toute la classe politique française, qui affirme que notre bonheur doit impérativement passer par plus de croissance, plus de productivité, plus de pouvoir d'achat, et donc plus de consommation (4) »*.

Après quelques décennies de gaspillage frénétique, il semble que nous soyons entrés dans la zone des tempêtes au propre et au figuré... Le dérèglement climatique s'accompagne des guerres du pétrole, qui seront suivies de guerres de l'eau (5), mais aussi de possibles pandémies, de disparitions d'espèces végétales et animales essentielles du fait de catastrophes biogénétiques prévisibles.

Dans ces conditions, la société de croissance n'est ni soutenable ni souhaitable. Il est donc urgent de penser une société de « décroissance » si possible sereine et conviviale.

La société de croissance peut être définie comme une société dominée par une économie de croissance, précisément, et qui tend à s'y laisser absorber. La croissance pour la croissance devient ainsi l'objectif primordial, sinon le seul, de la vie. Une telle société n'est pas soutenable parce qu'elle se heurte aux limites de la biosphère. Si l'on prend comme indice du « poids » environnemental de notre mode de vie l'« empreinte » écologique de celui-ci en superficie terrestre nécessaire, on obtient des résultats insoutenables tant du point de vue de l'équité dans les droits de tirage sur la nature que du point de vue de la capacité de régénération de la biosphère. Un citoyen des Etats-Unis consomme en moyenne 9,6 hectares, un Canadien 7,2, un Européen moyen 4,5. On est donc très loin de l'égalité planétaire, et plus encore d'un mode de civilisation durable qui nécessiterait de se limiter à 1,4 hectare, en admettant que la population

actuelle reste stable (6).

Pour concilier les deux impératifs contradictoires de la croissance et du respect de l'environnement, les experts pensent trouver la potion magique dans l'*écoefficience*, pièce centrale et à vrai dire seule base sérieuse du « développement durable ». Il s'agit de réduire progressivement l'impact écologique et l'intensité du prélèvement des ressources naturelles pour atteindre un niveau compatible avec la capacité reconnue de charge de la planète (7).

Que l'efficience écologique se soit accrue de manière notable est incontestable, mais dans le même temps la perpétuation de la croissance forcenée entraîne une dégradation globale. Les baisses d'impact et de pollution par unité de marchandise produite se trouvent systématiquement anéanties par la multiplication du nombre d'unités vendues (phénomène auquel on a donné le nom d'« effet rebond »). La « nouvelle économie » est certes relativement immatérielle ou moins matérielle, mais elle remplace moins l'ancienne qu'elle ne la complète. Au final, tous les indices montrent que les prélèvements continuent de croître (8).

Enfin, il faut la foi inébranlable des économistes orthodoxes pour penser que la science de l'avenir résoudra tous les problèmes et que la substituabilité illimitée de la nature par l'artifice est concevable.

Si l'on suit Ivan Illich, la disparition programmée de la société de croissance n'est pas nécessairement une mauvaise nouvelle. « *La bonne nouvelle est que ce n'est pas d'abord pour éviter les effets secondaires négatifs d'une chose qui serait bonne en soi qu'il nous faut renoncer à notre mode de vie comme si nous avions à arbitrer entre le plaisir d'un mets exquis et les risques afférents. Non, c'est que le mets est intrinsèquement mauvais, et que nous serions bien plus heureux à nous détourner de lui. Vivre autrement pour vivre mieux* (9). »

La société de croissance n'est pas souhaitable pour au moins trois raisons : elle engendre une montée des inégalités et des injustices, elle crée un bien-être largement illusoire ; elle ne suscite pas pour les « nantis » eux-mêmes une société conviviale, mais une anti-société malade de sa richesse.

L'élévation du niveau de vie dont pensent bénéficier la plupart des citoyens du Nord est de plus en plus une illusion. Ils dépensent certes plus en termes d'achat de biens et services marchands, mais ils oublient d'en déduire l'élévation supérieure des coûts. Celle-ci prend des formes diverses, marchandes et non marchandes : dégradation de la qualité de vie non quantifiée mais subie (air, eau, environnement), dépenses de « compensation » et de réparation (médicaments, transports, loisirs) rendues nécessaires par la vie moderne, élévation des prix des denrées raréfiées (eau en bouteilles, énergie, espaces verts...).

Herman Daly a mis sur pied un indice synthétique, le Genuine Progress Indicator, indicateur de progrès authentique (IPA), qui corrige ainsi le produit intérieur brut (PIB) des pertes dues à la pollution et à la dégradation de l'environnement. A partir des années 1970, pour les Etats-Unis, cet indicateur stagne et même régresse, tandis que celui du PIB ne cesse d'augmenter (10). Il est regrettable que personne en France ne se soit encore chargé de faire ces calculs. On a toutes les raisons de penser que le résultat serait comparable. Autant dire que, dans ces conditions, la croissance est un mythe, même à l'intérieur de l'imaginaire de l'économie de bien-être, sinon de la société de consommation ! Car ce qui croît d'un côté décroît plus fortement de l'autre.

Tout cela ne suffit malheureusement pas pour nous amener à quitter le bolide qui nous mène droit dans le mur et à embarquer dans la direction opposée.

Entendons-nous bien. La décroissance est une nécessité ; ce n'est pas au départ un idéal, ni l'unique objectif d'une société de l'après-développement et d'un autre monde possible. Mais faisons de nécessité vertu, et concevons, pour les sociétés du Nord, la décroissance comme un objectif dont on peut tirer des avantages (11). Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance. En particulier, la décroissance n'est pas la croissance négative, expression antinomique et absurde qui voudrait dire à la lettre : « avancer en reculant ». La difficulté où l'on se trouve de traduire « décroissance » en anglais est très révélatrice de cette domination mentale de l'économisme, et symétrique en quelque sorte de l'impossibilité de traduire croissance ou développement (mais aussi, naturellement, décroissance...) dans les langues africaines.

On sait que le simple ralentissement de la croissance plonge nos sociétés dans le désarroi en raison du chômage et de l'abandon des programmes sociaux, culturels et environnementaux, qui

assurent un minimum de qualité de vie. On peut imaginer quelle catastrophe serait un taux de croissance négatif ! De même qu'il n'y a rien de pire qu'une société du travail sans travail, il n'y a rien de pire qu'une société de croissance sans croissance. C'est ce qui condamne la gauche institutionnelle, faute d'oser la décolonisation de l'imaginaire, au social-libéralisme. La décroissance n'est donc envisageable que dans une « société de décroissance » dont il convient de préciser les contours.

Une politique de décroissance pourrait consister d'abord à réduire voire à supprimer le poids sur l'environnement des charges qui n'apportent aucune satisfaction. La remise en question du volume considérable des déplacements d'hommes et de marchandises sur la planète, avec l'impact négatif correspondant (donc une « relocalisation » de l'économie) ; celle non moins considérable de la publicité tapageuse et souvent néfaste ; celle enfin de l'obsolescence accélérée des produits et des appareils jetables sans autre justification que de faire tourner toujours plus vite la mégamachine infernale : autant de réserves importantes de décroissance dans la consommation matérielle.

Ainsi comprise, la décroissance ne signifie pas nécessairement une régression de bien-être. En 1848, pour Karl Marx, les temps étaient venus de la révolution sociale et le système était mûr pour le passage à la société communiste d'abondance. L'incroyable surproduction matérielle de cotonnades et de biens manufacturés lui semblait plus que suffisante, une fois aboli le monopole du capital, pour nourrir, loger et vêtir correctement la population (au moins occidentale). Et pourtant, la « richesse » matérielle était infiniment moins grande qu'aujourd'hui. Il n'y avait ni voitures, ni avions, ni plastique, ni machines à laver, ni réfrigérateur, ni ordinateur, ni biotechnologies, pas plus que les pesticides, les engrais chimiques ou l'énergie atomique ! En dépit des bouleversements inouïs de l'industrialisation, les besoins restaient encore modestes et leur satisfaction possible. Le bonheur, quant à sa base matérielle, semblait à portée de la main.

Pour concevoir la société de décroissance sereine et y accéder, il faut littéralement sortir de l'économie. Cela signifie remettre en cause sa domination sur le reste de la vie, en théorie et en pratique, mais surtout dans nos têtes. Une réduction massive du temps de travail imposé pour assurer à tous un emploi satisfaisant est une condition préalable. En 1981 déjà, Jacques Ellul, l'un des premiers penseurs d'une société de décroissance, fixait comme objectif pour le travail pas plus de deux heures par jour (12). On peut, s'inspirant de la charte « consommations et styles de vie » proposée au Forum des organisations non gouvernementales (ONG) de Rio lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement de 1992, synthétiser tout cela dans un programme en six « r » : réévaluer, restructurer, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler. Ces six objectifs interdépendants enclenchent un cercle vertueux de décroissance sereine, conviviale et soutenable. On pourrait même allonger la liste des « r » avec : rééduquer, reconvertir, redéfinir, remodeler, repenser, etc., et bien sûr relocaliser, mais tous ces « r » sont plus ou moins inclus dans les six premiers.

On voit tout de suite quelles sont les valeurs qu'il faut mettre en avant et qui devraient prendre le dessus par rapport aux valeurs dominantes actuelles. L'altruisme devrait prendre le pas sur l'égoïsme, la coopération sur la compétition effrénée, le plaisir du loisir sur l'obsession du travail, l'importance de la vie sociale sur la consommation illimitée, le goût de la belle ouvrage sur l'efficacité productiviste, le raisonnable sur le rationnel, etc. Le problème, c'est que les valeurs actuelles sont systémiques : elles sont suscitées et stimulées par le système et, en retour, elles contribuent à le renforcer. Certes, le choix d'une éthique personnelle différente, comme la simplicité volontaire, peut infléchir la tendance et saper les bases imaginaires du système, mais, sans une remise en cause radicale de celui-ci, le changement risque d'être limité.

Vaste et utopique programme, dira-t-on ? La transition est-elle possible sans révolution violente, ou, plus exactement, la révolution mentale nécessaire peut-elle se faire sans violence sociale ? La limitation drastique des atteintes à l'environnement, et donc de la production de valeurs d'échange incorporées dans des supports matériels physiques, n'implique pas nécessairement une limitation de la production de valeurs d'usage à travers des produits immatériels. Ceux-ci, au moins pour partie, peuvent conserver une forme marchande.

Toutefois, si le marché et le profit peuvent persister comme incitateurs, ils ne peuvent plus être les fondements du système. On peut concevoir des mesures progressives constituant des étapes, mais il est impossible de dire si elles seront acceptées passivement par les « privilégiés » qui en seraient victimes, ni par les actuelles victimes du système, qui sont mentalement ou physiquement *droguées* par lui. Cependant, l'inquiétante canicule 2003 en Europe du Sud-Ouest a fait beaucoup plus que tous nos arguments pour convaincre de la nécessité de s'orienter vers une société de *décroissance*. Ainsi, pour réaliser la nécessaire décolonisation de l'imaginaire, on

peut à l'avenir très largement compter sur la pédagogie des catastrophes.

Lire aussi : Ces libertaires qui luttent contre la technoscience

(1) *Entretiens avec Jacques Ellul*, Patrick Chastenet, La Table ronde, Paris, 1994, page 342.

(2) *Le Monde*, 16 février 2002.

(3) Fabrice Nicolino, « Retraite ou déroute ? », *Politis*, 8 mai 2003. La crise a en fait été déclenchée par des formules contestables de Fabrice Nicolino qualifiant le mouvement social de « festival de criaileries corporatistes », ou évoquant « le monsieur qui veut continuer à partir à 50 ans à la retraite pardi, il conduit des trains, c'est la mine, c'est Germinal ! ».

(4) *Politis* n° 755, 12 juin 2003.

(5) Vandana Shiva, *La Guerre de l'eau*, Parangon, Paris, 2003.

(6) Gianfranco Bologna (sous la direction de), *Italia capace di futur*, WWF-EMI, Bologne, 2001, pp. 86-88.

(7) *The Business Case for Sustainable Development*, document du World Business Council for Sustainable Development diffusé au Sommet de la terre de Johannesburg (août-septembre 2002).

(8) Mauro Bonaiuti, « Nicholas Georgescu-Roegen. Bioeconomia. Verso un'altra economia ecologicamente e socialmente sostenibile », Bollati Boringhieri, Torino, 2003. En particulier pp. 38-40.

(9) *Le Monde*, 27 décembre 2002.

(10) C. Cobb, T. Halstead, J. Rowe, « The Genuine Progress Indicator : Summary of Data and Methodology, Redefining Progress », 1995, et des mêmes, « If the GDP is Up, Why is America Down ? », in *Atlantic Monthly*, n° 276, San Francisco, octobre 1995.

(11) En ce qui concerne les sociétés du Sud, cet objectif n'est pas vraiment à l'ordre du jour : même si elles sont traversées par l'idéologie de la croissance, ce ne sont pas vraiment pour la plupart des « sociétés de croissance ».

(12) Voir « Changer de révolution », cité par Jean-Luc Porquet in *Ellul, l'homme qui avait (presque) tout prévu*, Le Cherche-Midi, 2003, pp. 212 -213.